

Banques suisses : qui châtie bien aime bien !

par Edouard Cuendet, Directeur de la Fondation Genève Place Financière

Dans la population et les médias, il est de bon ton de se montrer critique à l'égard des banques. Mais, les résultats d'un récent sondage démontrent que, malgré les turbulences qu'a connues la place financière ces dernières années, un suisse sur deux a une opinion positive des banques helvétiques et près de 70% pensent qu'à l'étranger, elles jouissent d'une bonne réputation.

Cette enquête est réalisée depuis 20 ans par un institut lausannois mandaté par l'Association suisse des banquiers. Pour cette édition, 1'000 personnes ont été interrogées, dont 500 Suisses allemands, 300 Suisses romands et 200 Tessinois, entre le 5 et le 20 janvier 2015.

La réputation du secteur bancaire dans son ensemble s'améliore dans toutes les régions linguistiques et atteint le meilleur résultat depuis le déclenchement de la crise financière en 2008. A quoi attribuer ce regain de satisfaction et de confiance ? Les bonnes notes concernent en particulier la solidité, la fiabilité et la compétence des collaboratrices et des collaborateurs des banques. Par ailleurs, plus de 65% des personnes interrogées s'accordent à dire que les banques en Suisse sont financièrement solides et économiquement sûres.

Et cette relation de confiance retrouvée fait fi des clivages politiques. Les personnes qui se disent à droite de l'échiquier politique ou qui se situent au centre sont plus des deux tiers à avoir une image positive du secteur bancaire. Dans le camp de la Gauche, le soutien à l'égard des banques a grimpé de 26% à 36% entre 2013 et 2015.

Cette tendance est confirmée par l'importance du rôle joué par les instituts bancaires dans l'économie. Aux yeux de la majorité des personnes interrogées, ce secteur fait partie des poids lourds absolus. Il n'est précédé que par l'industrie chimique et pharmaceutique et devance de loin le secteur des médias qui continue d'occuper la queue du peloton. L'importance du rôle des banques est d'ailleurs davantage soulignée dans les agglomérations urbaines. Ce résultat s'explique bien évidemment pour une large part par le nombre d'emplois bancaires dans les villes. Ne perdons pas de vue qu'à Genève ce secteur, qui compte plus de 19'000 collaboratrices et collaborateurs, contribue pour 17% au PIB cantonal et participe ainsi activement à sa prospérité !

C'est le lieu de rappeler que la place financière genevoise a la particularité d'être organisée sous forme de « cluster » qui réunit une mosaïque d'activités, étroitement liées les unes aux autres. Ainsi, la gestion de fortunes forme une matière première indispensable au financement du négoce et aux crédits. Sans le négoce et les crédits nous n'aurions pas d'autres services comme l'affrètement maritime, la surveillance ou d'autres services annexes. Sans ces derniers nous serions beaucoup moins attrayants pour les sociétés multinationales. Sans cette chaîne de valeur unique, nos universités, la recherche seraient de moindre qualité.

Et la contribution du secteur financier ne s'arrête pas aux places de travail créées ou aux recettes fiscales. L'engagement des banques suisses dans les domaines culturel, social et sportif est salué par plus de six citoyens sur dix. Cela démontre que celles-ci ont assuré une certaine continuité malgré la situation économique difficile.

Les esprits chagrins diront qu'il est plus facile de soutenir un artiste ou un sportif que d'injecter de l'argent dans une entreprise en grande difficulté financière. Mais là aussi, les citoyens suisses soulignent le sens des responsabilités des banques. 65% reconnaissent que l'aide apportée aux entreprises est importante et près de neuf Suisses sur dix sont d'avis que les banques doivent faire preuve de prudence dans l'utilisation des fonds de leurs clients.

Ce sondage représentatif tord donc le cou à plusieurs idées reçues.

Pour finir, on saluera le fait que pour 94% des sondés, il est important que les banques suisses soient compétitives sur la scène internationale. Nos autorités seraient bien inspirées de prendre en compte cette opinion dans l'élaboration de la vague réglementaire qui déferle sur le secteur bancaire. Il ne faut pas qu'elles infligent à cette branche économique vitale des exigences qui vont au-delà des standards internationaux appliqués par les principales places concurrentes. Un tel « Swiss finish » nuit à notre compétitivité.

Genève, le 31 mars 2015